Burundi : des chefs d'Etat africains appellent à un "dialogue sans pré-conditions"

@rib News, 01/03/2016 – Source AFP La délégation des chefs d'Etat africains qui a récemment commencé au Burundi appelle à "un dialogue sans pré-conditions" pour sortir le pays de la crise, dans un communiqué. Les chefs d'Etat ont "invité toutes les parties prenantes à la crise burundaise à prendre part à ce dialogue, sans pré-conditions, et dans le strict respect de l'accord de paix d'Arusha", qui a mis fin à la guerre civile (1993-2006), selon ce nouveau communiqué. Ils ont "encouragé" pour cela le médiateur ougandais, le président Yoweri Museveni, à annoncer début mars la date pour la reprise immédiate du dialogue inter-burundais. Députée par l'Union Africaine (UA), la délégation emmenée par le Sud-Africain Jacob Zuma et composée des présidents mauritanien, sénégalais, gabonais et du Premier ministre éthiopien, s'est rendue jeudi et vendredi à Bujumbura pour tenter de bloquer la crise politique dans laquelle est plongé le Burundi depuis 10 mois. M. Zuma avait appelé samedi, au nom de la délégation, à l'organisation d'un "dialogue inclusif" avec "tous les acteurs importants" de la crise, une formulation plus vague qui ne tranchait pas la question cruciale de qui participerait à ces pourparlers. Bujumbura continue de rejeter tout dialogue avec le Cnared, une plateforme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise et qu'il accuse d'être derrière les violences au Burundi. Tous les chefs d'Etat étaient repartis jeudi soir et vendredi, à l'exception de M. Zuma, resté à Bujumbura un jour de plus. Il avait alors de nouveau rencontré le président burundais Pierre Nkurunziza en tête-à-tête. Avant de repartir samedi midi, il s'était exprimé au nom de toute la délégation, à la "grande surprise" de l'UA qui travaillait déjà sur un communiqué, a-t-on appris auprès d'une source diplomatique africaine, ayant requis l'anonymat. "La délégation de haut niveau était dirigée par un chef d'Etat, le président Jacob Zuma, qui a lu une déclaration à la presse. Ce dernier nous lie, rien d'autre", a réagi le ministre burundais des Relations extérieures. Dans un tweet publié dans la nuit de lundi à mardi, Alain-Aymé Nyamitwe a dénoncé un communiqué qui est "contre" celui lu par le président Zuma. Dans son communiqué, l'UA annonce également que les chefs d'Etat ont "décidé de rencontrer les parties prenantes de la crise burundaise qui sont hors du pays", une référence au Cnared, dont la quasi-totalité des responsables sont en exil. De même, l'UA appelle la communauté internationale à une "reprise de l'aide internationale fournie au Burundi", seulement "en cas d'amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire". Aujourd'hui, les principaux bailleurs du Burundi, un des pays les plus pauvres du monde et dont le budget dépend à 50% de l'aide internationale, ont suspendu leur aide en vue de faire pression sur le président Nkurunziza. Les chefs d'Etat ont enfin "demandé au gouvernement et aux groupes armés de mettre un terme" aux violences, après avoir constaté "la poursuite d'actes de violences sur les civils et les forces de sécurité publique, ainsi qu'une détérioration de la situation humanitaire déjà préoccupante". Le Burundi est plongé depuis 10 mois dans une crise politique profonde, née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet. Les violences, désormais armées, ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 240.000 personnes à quitter le pays.